



Exécution du contrôle officiel des installations à combustion

—
Directive cantonale



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Service de l'environnement SEn
Amt für Umwelt AfU

Direction de l'aménagement, de l'environnement et des constructions **DAEC**
Raumplanungs-, Umwelt- und Baudirektion **RUBD**

Table des matières

1	Dispositions générales	3	4	Entreprises et tiers spécialisés en combustion	8
2	Définitions	3	4.1	Rôle des entreprises et tiers spécialisés en combustion	8
3	Contrôleurs et contrôleuses officiels	6	4.2	Conditions de reconnaissance et formation	8
3.1	Nomination des contrôleurs et contrôleuses officiels	6	4.3	Révocation de la reconnaissance d'une entreprise spécialisée ou d'un tiers spécialisé en combustion	9
3.2	Rôle du contrôleur ou de la contrôleuse officiel-le	6	5	Matériels et techniques de mesures	10
3.3	Conditions de reconnaissance et formation	7	6	Responsabilités et assurances	11
3.4	Reconnaissance et révocation	7			

1 Dispositions générales

La présente directive précise les conditions de reconnaissance et les modalités de collaboration avec les ramoneurs et ramoneuses et les entreprises et tiers spécialisé en combustion conformément à l'article 13 de l'ordonnance sur le contrôle obligatoire des installations de combustion (OCIC).

De plus amples informations concernant les nouvelles dispositions légales applicables depuis le 1^{er} juin 2018 aux installations de chauffage central alimentées au bois peuvent être consultées sous www.fr.ch/chauffage.

2 Définitions

On entend par :

- 1. Propriétaire ou responsable désigné-e**
Personne physique ou morale qui est légalement responsable de l'exploitation et de l'entretien d'une installation de combustion au regard de l'article 1 OCIC.
- 2. Entreprise de ramonage**
Entreprise adjudicataire d'un secteur de ramonage dans le canton de Fribourg au sens de l'article 11 OCIC et membre de l'Association des maîtres ramoneurs du canton de Fribourg (ci-après : AMFR), reconnue par le Service de l'environnement (SEn, ci-après : le Service) pour le contrôle officiel des installations de combustion et dirigée par un maître ramoneur.
- 3. Contrôleurs et contrôleuses officiels**
Employé-e ou chef-fe d'une entreprise de ramonage, satisfaisant aux exigences de l'article 11 OCIC, qui est chargé-e de procéder au contrôle officiel.
- 4. Entreprises et tiers spécialisés en combustion**
Entreprise ou personne, active dans le secteur des installations de combustion, reconnue par le Service selon l'article 12 OCIC à procéder à des déclarations des émissions après réglage d'une installation au sens de l'article 12 OPair.
- 5. Installation de combustion**
Installation stationnaire au sens de l'article 2 OPair, alimentée au gaz, à l'huile ou au bois, soumise au contrôle périodique de combustion selon l'article 13 OPair.
- 6. Nouvelle installation de combustion**
Nouvelle installation de combustion (mise en service à partir du 1^{er} juin 2019 pour une installation alimentée à bois) ou installation de combustion transformée, agrandie ou remise en état en vertu de l'article 2, al. 4 OPair.
- 7. Accumulateur de chaleur**
Tampon permettant d'accumuler la chaleur pour la restituer ensuite (ou stockage d'excédents d'énergie thermique). Les chaudières alimentées au bois doivent être équipées d'un accumulateur de chaleur dont la capacité est définie selon le type de chargement et la puissance de l'installation (chiffre 523, annexe 3 OPair). Sont exemptées les chaudières pour granulés de bois.

8. Numérotation d'une installation

Toutes les installations de combustion soumises au contrôle périodique sont dotées d'un numéro unique. Ce dernier est constitué du numéro fédéral des communes, du numéro de la localité (uniquement pour les chaudières à bois) et d'un numéro unique en fonction du nombre d'installations.

9. Périodicité du contrôle

La périodicité des contrôles est fixée par l'OPair (art. 13) en fonction du type de combustibles et de carburants. La conformité des installations de combustion doit être vérifiée par le contrôleur ou la contrôlease officiel-le, en règle générale :

- > tous les quatre ans pour les chaudières alimentées au bois de chauffage tel que défini à l'annexe 5, ch. 31, al. 1, let. a, b ou d, ch. 1 de l'OPair d'une puissance calorifique maximale de 70 kW et pour les installations de combustion alimentées au gaz d'une puissance calorifique maximale de 1 MW ;
- > tous les deux ans pour les autres installations de combustion.

Il est à noter que selon le plan de mesures pour la protection de l'air 2019 (art. 31 OPair) les chaudières à bois jusqu'à 70 kW situées dans les communes de Fribourg et Bulle sont soumises à un contrôle des émissions (quantification du monoxyde de carbone [CO] et de la teneur en particules solides) tous les deux ans, comme ceci est déjà le cas pour les installations alimentées à l'huile de chauffage

10. Test de combustion

Ensemble des mesures des paramètres de la combustion effectuées selon les règles de la métrologie et les recommandations sur la mesure des émissions des installations de combustion de l'OFEV au sens des articles 2 et 8 OCIC. Le résultat des mesures doit être consigné sous forme de rapport par les contrôleurs et contrôleuses officiels et, à certaines conditions (voir chapitre 4), par les entreprises et tiers spécialisés en combustion, permettant d'établir la conformité ou non de l'installation aux prescriptions légales. Les paramètres suivants sont contrôlés lors des différents types de mesure.

- > La mesure de réception (première mesure) et le contrôle périodique d'une installation alimentée au gaz ou à l'huile comprennent la mesure des émissions de monoxyde de carbone et d'oxydes d'azote (NO_x) ainsi que le contrôle de l'indice de suie (uniquement pour les chauffages au mazout) et des normes énergétiques.
- > La mesure de réception d'une nouvelle installation alimentée au bois, mise en service à partir du 1^{er} juin 2019, comprend la mesure des émissions de monoxyde de carbone et de particules solides.
- > Le contrôle périodique d'une installation alimentée au bois comprend uniquement la mesure des émissions de monoxyde de carbone (à l'exception des installations situées dans les communes de Fribourg et Bulle).

11. Contrôle visuel des résidus de combustion

Pour les chaudières à bois de locaux individuels en particulier (consommation annuelle de plus d'un stère de bois), ne faisant pas l'objet de mesures périodiques au sens de l'OPair, un contrôle visuel des cendres est réalisé permettant de vérifier que les installations sont exploitées correctement, notamment, avec le bon combustible.

12. Contrôle officiel

Le respect des exigences fixant des limites pour les émissions des installations de combustion constitue une obligation pour les propriétaires. Les contrôles au sens de l'article 2 OCIC demeurent de la compétence des ramoneurs et ramoneuses. Lors des contrôles, les contrôleurs vérifient l'état de l'installation et se prononcent sur la conformité de l'installation aux normes et dispositions en vigueur. Les propriétaires et les détenteurs d'installations qui font l'objet du contrôle sont tenus de le tolérer au même titre que s'il avait été le fait des autorités d'exécution.

Si l'installation est déclarée conforme, elle peut être exploitée normalement jusqu'au prochain contrôle périodique. Une installation jugée non conforme est soumise à une procédure de réglage ou d'assainissement (voir ci-dessous).

Le contrôleur ou la contrôlease officiel-le annonce le contrôle officiel (périodique) au détenteur de l'installation au moins trois jours à l'avance.

13. Rapport de contrôle officiel

Formulaire édité par le Service comprenant notamment :

- > le numéro de l'installation ;
- > les adresses de l'installation et du propriétaire ou de la gérance ;
- > les données techniques de l'installation ;
- > les résultats des tests de combustion ;
- > l'appréciation de la conformité des divers paramètres normés ;
- > l'appréciation des divers dispositions de l'OPair (notamment les pertes par les effluents gazeux [ne concerne pas les chaudières à bois], l'état de l'installation, les dispositions liées aux accumulateurs de chaleur) ;
- > la conclusion générale ;
- > les mesures à entreprendre par le propriétaire en cas de non-conformité ;
- > les indications sur les intervenants et les dates d'intervention ;
- > le tableau des valeurs limites d'émissions selon l'OPair.

Le document original doit être remis au détenteur de l'installation. Un double doit être adressé au Service. Toutes les données précitées doivent être reportées sur les deux rapports. Il est impératif que chaque valeur normée soit interprétée en fonction de la valeur limite et du domaine d'incertitude de mesure. Les différentes exigences doivent être validées ou signalées comme non remplies et l'appréciation globale de la mesure doit figurer au bas du rapport.

14. Fiche d'installation (carte de contrôle)

Fiche éditée par le Service, disposée à un endroit visible à proximité de l'installation, qui comporte les données techniques de l'installation, les résultats des tests effectués (contrôle officiel), ainsi que, le cas échéant, l'étiquette d'assainissement.

15. Réglage

Opérations de réglage des paramètres de combustion et petites réparations (briquetage, tubes du foyer, chicanes, etc.) effectuées suite à un contrôle officiel non conforme (signifiant que les concentrations de polluants émises par une installation de chauffage ne répondent pas aux exigences légales en vigueur) au regard de l'article 9 OCIC.

En principe un délai de 30 jours est accordé par le contrôleur ou la contrôlease officiel-le à un propriétaire pour faire procéder au réglage d'une installation alimentée à l'huile ou au gaz. Pour les installations fonctionnant au bois, le Service fixe le délai de réglage selon, notamment, le dépassement des valeurs limites et le fonctionnement saisonnier de ces dernières.

16. Rapport de réglage / déclaration des émissions

Formulaire dûment rempli, comprenant notamment les données techniques de l'installation et les informations relatives à la déclaration des émissions et faisant suite à un contrôle officiel non conforme et un réglage au regard de l'article 9 OCIC. Dans le même délai fixé pour procéder au réglage, le propriétaire ou l'entreprise spécialisée mandatée fait parvenir le rapport au Service.

17. Assainissement

Remise en état ou remplacement de l'installation existante par une nouvelle, suite à un contrôle officiel et un réglage non conformes selon l'article 10 OCIC. Un assainissement est également ordonné si une installation alimentée au bois ne respecte pas les exigences en matière d'accumulateur de chaleur. Tout assainissement est entériné par un courrier de confirmation ou une décision d'assainissement octroyée par le Service.

18. Délai d'assainissement

Délai fixé selon l'article 10 OPair (variant entre 30 jours et 10 ans, le délai ordinaire d'assainissement est de 5 ans), imparti par le Service au propriétaire pour mettre en conformité son installation de combustion selon le dépassement constaté des normes et des exigences légales (remplacement complet ou partiel de la chaudière, ajout d'un accumulateur de chaleur). Le délai d'assainissement figure sur la décision d'assainissement précitée.

19. **Limitations des émissions moins sévères**

Valeurs limites d'émissions moins restrictives (fixées selon l'état de l'installation et l'importance du dépassement des valeurs limites – un tableau est en cours d'élaboration par le Service) à respecter par les installations soumises à une procédure d'assainissement lors du contrôle officiel et de la déclaration des émissions jusqu'à l'échéance de leur délai d'assainissement.

20. **Etiquette d'assainissement**

Etiquette autocollante, apposée sur l'installation par le contrôleur ou la contrôlease officiel-le, qui indique le délai d'assainissement de l'installation et les valeurs limites d'émissions allégées.

21. **Frais de contrôle officiel**

Les frais de contrôle au regard de l'article 18 OCIC se calculent sur la base du salaire horaire du maître ramoneur, tel qu'il est fixé dans le règlement du 20 juin 2018 sur le tarif de ramonage de l'Etablissement cantonal d'assurance des bâtiments (ci-après : ECAB). Les temps forfaitaires impartis pour effectuer les différents contrôles sont fixés à l'art. A1-1 OCIC.

3 **Contrôleurs et contrôleuses officiels**

3.1 **Nomination des contrôleurs et contrôleuses officiels**

Conformément à la loi du 9 septembre 2016 sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (LECAB ; RSF 732.1.1), les tâches de contrôle des installations thermiques sont du ressort exclusif d'entreprises de ramonage concessionnées. Les contrôles officiels ne peuvent ainsi être effectués que par des employé-e-s de ces entreprises. Les concessions sont attribuées aux conditions énumérées à l'article 41 du règlement du 18 juin 2018 sur l'assurance immobilière, la prévention et les secours en matière de feu et d'éléments naturels (RECAB ; RSF 732.1.11) par l'ECAB qui consulte préalablement le Service.

Les contrôleurs et contrôleuses officiels doivent exécuter leur tâche de manière consciencieuse et correcte et sont soumis à la surveillance du Service, qui vérifie qu'ils remplissent les conditions nécessaires à l'accomplissement de leur mission et procède à leur reconnaissance. La [liste officielle des titulaires](#) est tenue à jour et publiée, notamment, sur le site internet du Service.

3.2 **Rôle du contrôleur ou de la contrôlease officiel-le**

Le contrôleur ou la contrôlease officiel-le veille à effectuer un contrôle officiel lorsqu'il rencontre une installation nouvelle ou assainie ou qui nécessite un contrôle périodique dont la périodicité est fixée au sens de l'article 13 OPair et par le plan de mesures pour la protection de l'air. Il vérifie l'état de l'installation et le respect des dispositions ainsi que la limitation préventive fixées par l'OPair tout en informant le propriétaire sur le fonctionnement de la technique de combustion d'une installation actuelle (remise en état) ou nouvelle (assainissement) ne respectant pas les normes en vigueur. De plus, il établit un rapport de contrôle officiel tel que défini au chapitre 1 de cette directive, comprenant le numéro de l'installation et le transmet au propriétaire et au Service, que l'installation soit conforme ou non. Sur cette base, le Service met à jour son registre des installations et réalise le suivi administratif pour les chaudières à bois, et dans le cas d'une procédure d'assainissement, pour les installations alimentées à l'huile et au gaz.

3.3 Conditions de reconnaissance et formation

Le Service reconnaît le contrôleur ou une contrôlease officiel-le titulaire d'un certificat fédéral de capacité (CFC) ou d'un diplôme équivalent reconnu par l'ECAB.

Ne sont ainsi admis que les spécialistes qui ont la formation requise et qui utilisent le matériel adéquat. Seuls les contrôleurs et contrôleuses officiels titulaires du brevet fédéral de contrôleur ou contrôlease ou du certificat ARPEA en combustion sont autorisés à effectuer des contrôles sur les installations en question. Les unités supplémentaires AT3 (« Bases de la technique de chauffage et de combustion ») et MT3 (« Technique de mesure selon les recommandations de l'OFEV ») du module « installations de combustion au bois » des recommandations précitées doivent avoir été suivies afin d'être autorisé à effectuer des mesures d'émissions sur les installations alimentées au bois.

Il est à noter que les formations énoncées ci-dessus doivent être complétées périodiquement par une formation continue (à définir au fil du temps) basée sur le cours fédéral de contrôleur des chauffages et/ou d'associations reconnues. Elle a pour but de maintenir les contrôleurs et contrôleuses officiels au fait de l'évolution des bases légales, de la technique de mesure et de la gestion administrative. Elle peut être assurée dans le cadre de certaines entreprises, dans la mesure où celles-ci en font la demande et fournissent la preuve de leur compétence.

De plus, des cours, des modules ou des journées techniques peuvent être prescrits par le Service et doivent être suivis sous peine de révocation de la reconnaissance par le Service en cas de non-participation.

Les personnes ne correspondant pas aux profils de formation requis ne sont en principe pas habilitées à effectuer des mesures.

3.4 Reconnaissance et révocation

Le contrôle de combustion est une activité officielle et complexe demandant une responsabilité et un engagement importants. Si le contrôleur ou la contrôlease officiel-le viole intentionnellement ou par négligence grave ou répétée ses obligations, sa reconnaissance peut être révoquée pour des motifs évidents d'intérêt public. La révocation peut être prononcée, sous forme de décision, par le Service en accord avec l'ECAB de manière temporaire ou définitive après avoir entendu le ou la concerné-e. Dans une telle situation, l'Association des maîtres ramoneurs du Canton de Fribourg (AMRF) doit garantir, en accord avec le Service, l'exécution des contrôles dans le(s) secteurs(s) touché(s) par la décision du retrait.

En effet, conformément à l'article 47 RECAP, l'Association a également un rôle de suppléance en cas d'empêchement du ramoneur ou de la ramoneuse (donc par exemple une tâche de contrôle qui ne peut pas être exécutée par manque de formation dans le domaine des petits chauffages au bois).

Il est à souligner que la reconnaissance pour les contrôles officiels est également retirée par le Service si l'ECAB révoque la concession en question selon l'article 42 RECAP. La procédure de révocation de la concession ne peut être introduite qu'après la constatation d'insuffisance sur l'un des critères d'octroi à la concession ou de l'assurance-qualité.

4 Entreprises et tiers spécialisés en combustion

Un statut précis pour les entreprises et tiers spécialisés en combustion autorisés à effectuer la déclaration des émissions suite à des réglages d'installations de combustion au sens de l'article 12 OCIC (voir chapitre 1) est introduit ci-dessous.

A l'instar de ce qui prévaut pour les contrôleurs et contrôleuses officiels, une liste des entreprises et tiers reconnus est tenue à jour par le Service et publiée, notamment, sur le site internet de l'Etat. Les entreprises habilitées doivent préalablement attester de leurs qualifications et de la formation de leurs spécialistes en signant avec le Service une convention qui règle l'attribution des tâches de mesures et de contrôle après réglage. Un second passage du ramoneur n'est ainsi plus nécessaire dans ce contexte. Une demande de reconnaissance doit être adressée au Service. Un émoulement à la charge des tiers et entreprises spécialisés peut être perçu par le Service sur la base de l'ordonnance du 20 décembre 2011 fixant les émoulements du Service de l'environnement (RSF 810.16).

Leur reconnaissance peut être révoquée par le Service en cas de violation de leurs obligations (voir chapitre 4.3).

4.1 Rôle des entreprises et tiers spécialisés en combustion

Pour les installations de combustion signalées non conformes suite à un contrôle officiel, les entreprises et les tiers spécialisés en combustion s'engagent à procéder aux réglages, à l'optimisation, aux mesures de vérification (tests de combustion) et à compléter les rapports de contrôles selon les exigences du Service.

Les formulaires sont dûment complétés, le sceau de l'entreprise et le nom du spécialiste doivent figurer dans l'espace prévu à cet effet. Les informations particulières relatives à l'installation sont notées sous « remarques ». Le formulaire est retourné sans délai au Service. De plus, le spécialiste note les résultats du test de combustion sur la fiche d'installation disposée dans la chaufferie.

Il convient de souligner ici que le test de combustion effectué par l'entreprise spécialisée ou le tiers spécialisé en combustion atteste de la conformité de l'installation uniquement après un réglage et n'est pas assimilé au contrôle officiel du ramoneur ou de la ramoneuse, qui doit dans tous les cas avoir lieu selon la périodicité fixée par l'OPair.

Le contrôle et la déclaration des émissions après un assainissement reste par ailleurs de la compétence exclusive des contrôleurs et contrôleuses officiels.

4.2 Conditions de reconnaissance et formation

Les conditions de reconnaissance des entreprises et des tiers spécialisés en combustion relèvent des exigences liées à la délégation de compétence partielle en matière de contrôles de combustion selon les réglementations fédérales et cantonales, ainsi que celles des associations spécialisées.

Sont seuls habilités à effectuer des déclarations des émissions au sens de l'art. 12 OPair les entreprises et tiers spécialisés actifs dans le secteur des installations de combustion qui répondent aux conditions de reconnaissance ci-dessous.

- > L'entreprise doit être inscrite au registre du commerce, son domaine d'activité est en rapport avec l'entretien des installations de chauffage.
- > Le chef d'entreprise ou le responsable désigné est titulaire d'un certificat fédéral de capacité (CFC) lié à la thématique de la combustion ou d'un titre ou d'une formation jugés équivalents par le Service.
- > L'entreprise s'engage à faire effectuer les réglages par un spécialiste en combustion au bénéfice d'une des formations reconnues suivantes : un certificat fédéral de capacité (CFC), un certificat de l'Association romande

pour la protection de l'environnement (ARPEA) suivi d'une formation continue ou d'un titre ou d'une formation jugés équivalents par le Service.

- > L'entreprise s'engage à tenir à jour la liste des spécialistes qu'elle emploie et annonce au Service tout nouveau spécialiste qu'elle entend engager pour effectuer des réglages et des mesures.
- > Pour une durée maximale de deux ans, et pour autant qu'il suive une formation reconnue et qu'il ait démontré des connaissances minimales concernant la pratique des contrôles, l'entreprise peut faire exécuter les réglages par un employé ne remplissant pas les conditions citées ci-dessus.
- > L'entreprise qui se trouve momentanément sans personnel qualifié reconnu doit le signaler au Service. Elle ne peut plus effectuer de déclaration des émissions. Cependant, elle peut faire la demande que son nom figure encore provisoirement sur la liste officielle en attendant la régularisation de la situation.
- > L'entreprise s'engage à assurer la formation continue des tiers spécialisés qu'elle emploie au moyen de cours périodiques internes, en collaboration avec les autorités compétentes cantonales, ou en suivant des journées techniques organisées par ces dernières.
- > L'entreprise s'engage à pratiquer les tests de combustion et à gérer les rapports de contrôle des chauffages selon les exigences du Service.
- > L'entreprise s'engage à ne plus employer comme spécialiste pour les mesures des paramètres de combustion, les personnes que le Service ne reconnaît plus.

L'entreprise spécialisée (et le tiers spécialisé) qui remplit les conditions ci-dessus peut être inscrite sur la liste. À cet effet, elle dépose auprès du Service sa demande avec les preuves nécessaires. Comme décrit ci-dessus une convention est alors établie entre l'entreprise spécialisée et le Service. Sauf changements importants par rapport aux conditions susmentionnées, cette dernière est renouvelée tous les cinq ans.

4.3 Révocation de la reconnaissance d'une entreprise spécialisée ou d'un tiers spécialisé en combustion

La reconnaissance d'une entreprise spécialisée ou d'un tiers spécialisé peut être révoquée en tout temps par le Service, temporairement ou définitivement, lorsque l'entreprise ou le titulaire viole intentionnellement ou néglige gravement ou de manière répétée ses obligations. Il en est de même pour toute entreprise spécialisée ou tiers spécialisé en combustion qui ne répond plus aux conditions ci-dessus ou qui ne se montre pas digne de sa fonction. Le Service retire alors de la liste les entreprises concernées (le Service à connaissance en interne des personnes employées par les divers entreprises).

Au vu de ce qui précède et s'il s'agit d'un tiers spécialisé employé d'une entreprise, il n'est plus habilité à faire des mesures, ni remplir des rapports pour le contrôle des chauffages. S'il ne respecte pas cette décision ou s'il fait signer son rapport par un autre tiers spécialisé reconnu, c'est la reconnaissance de ce dernier, voire de l'entreprise qui est révoquée.

S'il s'agit d'un chef d'entreprise, lui-même actif comme spécialiste, il n'est plus habilité à faire des mesures. Suivant le cas, il peut continuer à gérer les rapports des autres tiers spécialisés de son entreprise.

Si l'entreprise dans son ensemble contrevient aux dispositions de reconnaissance, elle peut être radiée de la liste des entreprises reconnues. Les rapports transmis ultérieurement à l'autorité sont alors systématiquement retournés au propriétaire ou au responsable désigné avec la mention : « entreprise non habilitée à procéder aux tests de contrôle de combustion ». La réinsertion d'une entreprise radiée n'est pas admise avant un délai de carence de 2 ans au moins.

Il est encore à noter que le refus d'inscription ou la révocation fait l'objet d'une décision du Service. Sauf cas grave, toute révocation est précédée d'un avertissement. Une copie de l'avertissement peut être adressée à l'association professionnelle concernée.

En cas de litige avec un propriétaire ou son représentant et un autre intervenant du contrôle des chauffages, le Service joue le rôle de médiateur.

5 Matériels et techniques de mesures

Les mesures sont effectuées selon les règles de la métrologie et les recommandations sur la mesure des émissions des installations de combustion alimentées à l'huile extra-légère, au gaz ou au bois, émises par l'OFEV.

Les techniques de mesure sont celles instruites durant les formations officielles et décrites par les recommandations susmentionnées. Le Service se réserve le droit de contrôler sur place la technique utilisée.

Le matériel de mesure utilisé doit être agréé par l'Institut fédéral de métrologie et d'accréditation (METAS). Aux exigences techniques relatives aux systèmes et à la stabilité de mesure l'ordonnance sur les instruments de mesure du 15 février 2006 (RS 941.20) ainsi que les dispositions d'exécution de l'ordonnance du Département fédéral de justice et de police sur les instruments de mesure des effluents des installations de chauffage (RS 941.210.3) s'appliquent.

La maintenance et l'expertise périodique du matériel de mesure doivent être garanties. A cet égard, les différents appareils de mesure doivent faire l'objet d'un service annuel ou selon les recommandations du fabricant, par le fournisseur ou une entreprise agréée par ce dernier. Ces services sont suivis d'un contrôle par un laboratoire agréé par le METAS. Une copie du certificat de contrôle doit être transmise au Service chaque année, pour chaque appareil de mesure. En outre, sur demande du Service, la preuve que les appareils utilisés satisfont aux exigences d'entretien et de contrôle, doit être fournie en tout temps. Le Service peut de plus contrôler par pointage les appareils de mesure utilisés sur place lors des contrôles.

Le matériel standard correspond à un appareil de mesure électronique mesurant, en particulier, les paramètres suivants :

- > le monoxyde de carbone (CO), cellule électrochimique ;
- > le monoxyde d'azote (NO), cellule électrochimique (pas pour les chaudières à bois) ;
- > l'oxygène (O₂), mesure en % volume ;
- > la température de l'air comburant ;
- > la température des effluents ;
- > le calcul des pertes par les effluents gazeux (pas pour les chaudières à bois) ;
- > l'obligation de pouvoir imprimer ou traiter par gestion informatique l'ensemble des valeurs mesurées, calculées et introduites ; les résultats doivent être exprimés en unités recommandées (en valeurs moyennes pour les installations alimentées au bois).

Pour les mesures de réception des nouvelles installations alimentées au bois, mises en service à partir du 1^{er} juin 2019, une mesure des particules solides est effectuée en plus de celle du monoxyde de carbone. Pour ces contrôles officiels spécifiques, le Service met à disposition du contrôleur ou de la contrôlease officiel-le un appareil de mesure agréé par le METAS. Cet analyseur permet la quantification des particules solides, la mesure du monoxyde de carbone ainsi que celle de la température des gaz de combustion en direct.

6 Responsabilités et assurances

Le Service assure la qualité des tâches déléguées. Il peut à tout moment contrôler, inspecter et surveiller les travaux effectués ainsi que les appareils de mesure utilisés et leurs accessoires ou mandater des contrôleurs ou contrôleuses officiel-les neutres pour effectuer ces tâches. Les personnes concernées fournissent les informations demandées. Toute entrave à l'activité de l'assurance de qualité peut entraîner la révocation de la reconnaissance par le Service.

Les contrôleurs et contrôleuses officiels ainsi que les entreprises et tiers spécialisés en combustion sont seuls responsables de l'exactitude des mesures et des résultats qu'ils consignent dans les rapports susmentionnés. Ils sont de plus tenus d'observer le secret de fonction. Cette obligation porte sur tous les faits dont ils ont connaissance dans le cadre de leur activité et qui doivent être tenus secrets ou traités de manière confidentielle pour préserver, notamment, les intérêts privés des personnes concernées.

Renseignements

Service de l'environnement SEn
Section protection de l'air, bruit et RNI

Impasse de la Colline 4, 1762 Givisiez

T +26 305 37 60, F +26 305 10 02
sen@fr.ch, www.fr.ch/sen

Décembre 2021